



Malgré la bonne performance de près de 9 % de croissance enregistrée dans l'activité hors hydrocarbures, due principalement à la très bonne tenue du secteur agricole qui a crû de 17 %, la croissance économique globale a été de 2.2 % en 2009, en recul de 0.2 point de pourcentage par rapport à 2008. Cette croissance modérée reste insuffisante pour atténuer le chômage et la pauvreté dans le pays ; elle a été obérée par la chute brutale des recettes budgétaires des exportations d'hydrocarbures, qui demeurent le principal produit d'exportation du pays. Avec la reprise attendue en 2010 de la demande mondiale et la consolidation du programme d'investissements publics (PIP) au titre du plan 2010-14, la croissance devrait repartir à la hausse et atteindre 3.9 % en 2010 puis 4.3 % en 2011. Le taux d'inflation, contenu à 3.9 % en 2008, a connu une hausse sensible en 2009, avec un rythme de 5.7 %, en raison de la flambée des prix des produits alimentaires frais qui ont augmenté de plus de 20 % sur la période.

Le secteur réel a connu en 2009 des fortunes diverses. Si le secteur pétrolier a enregistré une baisse à la fois de la production et des volumes exportés, le secteur agricole en revanche a été l'un des moteurs de la croissance hors hydrocarbures, grâce notamment à une production céréalière sans précédent. L'industrie, quant à elle, continue de stagner, alors que les secteurs des services, des infrastructures et de la construction, tirés par une forte demande publique, affichent de bons niveaux de croissance.

Contrainte par la chute des recettes fiscales, notamment pétrolières, la politique budgétaire est restée toutefois expansionniste, creusant un déficit budgétaire – le premier depuis une décennie – relativement important. Calculé sur un prix de référence du baril de 37 dollars (USD), le budget de l'année a surtout bénéficié des ressources importantes accumulées dans le Fonds de régulation des recettes (FRR), qui s'élevaient fin 2009 à plus de 4 800 milliards de dinars (DZD), soit près de 50 % du PIB. Une approche relativement conservatrice a marqué la politique monétaire, avec une gestion prudente de la liquidité bancaire et des réserves officielles de change. La position extérieure s'est nettement détériorée par rapport à 2008, enregistrant un recul net de l'excédent du compte courant, recul dû à des importations encore trop élevées et à une chute importante des recettes d'exportation. La position financière

extérieure reste toutefois bonne, avec un encours des réserves de change équivalent à plus de trois années d'importations et une faible dette externe. Le taux de change de la monnaie nationale demeure proche de sa valeur d'équilibre.

Sur le plan des réformes structurelles, la consolidation des acquis et l'approfondissement des efforts se poursuivent. S'agissant de l'environnement des affaires, des avancées ont été constatées en termes de dynamisation du secteur public afin de créer un environnement macroéconomique favorable. En ce qui concerne le secteur privé, les réformes sont en cours en vue, d'une part, de promouvoir l'initiative privée et le développement et, d'autre part, de moderniser le secteur bancaire et financier en appui au développement du secteur privé. Quant au secteur des infrastructures, des progrès remarquables ont été enregistrés, et les réformes se poursuivent visant à renforcer les capacités d'évaluation de grands projets, par le biais, notamment, de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (Cned), pour une plus grande efficacité de la dépense. La réforme du secteur agricole, deuxième secteur le plus important en matière de production de biens en Algérie après celui des hydrocarbures, semble bien avancée. Ce secteur bénéficie d'un véritable plan de relance en soutien à la stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire. Sur le plan institutionnel, les réformes entreprises se consolident, et la sécurité est largement revenue.

Enfin, les réformes sociales vont bon train. Des avancées substantielles sont régulièrement enregistrées en termes de développement humain (santé, éducation) et de lutte contre le chômage et la pauvreté, ce qui signifie une évolution favorable en vue de l'atteinte par l'Algérie des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En effet, d'une manière générale, les performances d'accès à l'éducation de base sont bonnes : le taux brut de scolarisation obligatoire (6-12 ans) atteint 111 % en 2008. Le système de santé est en nette amélioration malgré la persistance des maladies chroniques et/ou transmissibles. L'espérance de vie à la naissance est passée à 75.7 ans en 2008 (contre 67.3 ans en 1995), soit l'un des indices les plus élevés de la région.